

séance du lundi 30 novembre 1999

L'ENERGIE NUCLEAIRE: BILAN ET PERSPECTIVES

Anne Lauvergeon

C'est un très grand honneur pour moi d'intervenir aujourd'hui devant vous et je vous suis très reconnaissante, Monsieur le Président, de cette invitation. Je voudrais, si vous le permettez, tout d'abord m'associer à l'hommage rendu à votre collègue Alain Peyrefitte. Membre éminent de votre assemblée, il aura assurément marqué par son action et sa réflexion la France de la V^e République. Normalien, il était profondément attaché à son école, promouvant cet esprit auquel nous sommes tous attachés. En charge du sous-sol de la région Ile-de-France, j'ai eu l'occasion de le voir en édile passionné à la mairie de Provins. Intellectuel engagé, militant philosophe, sa contribution politique et morale a alimenté avec acuité le débat public pendant près de quarante ans et je salue sa mémoire.

Vous m'aviez conviée, il y a quelque temps, pour vous parler des télécoms. J'étais alors membre du Comité exécutif du groupe Alcatel. Ma nomination à la présidence de Cogéma, le 25 juin dernier, m'a conduit à changer de sujet. Pierre Faure m'a dit le plaisir qui a été le sien de vous parler des nouvelles technologies de l'information. Je vous entretiendrai donc de l'énergie nucléaire. Le lien entre les deux sujets est d'ailleurs non négligeable -. ce qu'a vécu le marché des télécommunications en matière de dérégulation, à la fin des années 80, celui de l'électricité s'appête à le vivre dans les prochains mois. Et cela ne sera pas sans conséquence sur l'industrie nucléaire.

1 / LE BILAN

Affaire relevant des États, exclusivement militaire à son origine, le nucléaire a frappé sur la scène internationale avec le bombardement d'Hiroshima. Il a ensuite été un élément stratégique et essentiel pendant la période de la guerre froide. Rapidement cependant, les recherches menées, par le CEA notamment, ont permis d'en développer les applications civiles. Lorsqu'il fallut faire face à une hausse de la demande et assurer l'indépendance énergétique, la France, comme d'autres pays dépourvus de ressources naturelles fossiles, a été en mesure de lancer un programme électronucléaire répondant parfaitement à ces attentes. Un état des lieux de cette industrie met en évidence notre situation de nains juchés sur des épaules de géants.

A/ En France, des choix audacieux et quasiment incontestés

Car si la France peut aujourd'hui s'enorgueillir d'une compétitivité et d'une compétence en matière électronucléaire, c'est grâce à des hommes et des femmes qui ont su aux bons moments faire des choix d'anticipation. Vous comprendrez que je veuille saluer parmi vous Pierre Messmer qui, de l'hôtel de Brienne jusqu'à l'hôtel Matignon, a joué en rôle moteur dans cette genèse. Rien n'aurait été non plus possible sans Marcel Boiteux, bâtisseur de l'EDF d'aujourd'hui. Puis-je citer aussi, sans prétendre à l'exhaustivité, Robert Galley, Georges Besse et André Giraud. Avec beaucoup d'autres, ils ont été des pionniers courageux et visionnaires, sachant traduire techniquement et

économiquement les choix politiques effectués. En moins de vingt ans, ils ont bâti un formidable complexe industriel. Les investissements nécessaires se sont élevés à 455 milliards de francs. Mais ils ont permis à la France de diviser par cinq ses importations d'énergie, l'économie réalisée étant estimée à plus de 600 milliards de francs. Ce sont ainsi près de 80 % des besoins en électricité de notre pays qui sont aujourd'hui couverts par un parc de centrales performant et économiquement très rentable. Cet effort d'indépendance nationale est parfois un peu oublié aujourd'hui. Et pourtant! Sa remise en cause aurait des conséquences majeures sur la balance des paiements française.

Le taux d'indépendance énergétique était de 21 % en 1974, il est aujourd'hui de 53 %. La demande est satisfaite sur l'ensemble du territoire, à un coût du kilowattheure attractif au niveau européen et à l'intérieur duquel la part du combustible ne représente que 20 % contre 80 % pour le gaz. C'est là aussi le moyen de l'indépendance de notre politique énergétique ; 120 000 emplois ont été créés directement par le nucléaire et plus de 20 000 personnes travaillent dans son orbite immédiate.

B / Paradoxalement, la France est dans une situation singulière

À l'exception du Japon, elle est le seul des grands pays industrialisés à avoir misé dans de telles proportions sur le nucléaire. Cette double singularité n'est pas forcément facile à vivre dans un monde épris d'uniformité. Le parc électronucléaire français a, en moyenne, quinze ans d'âge. Tout comme aux États-Unis, on s'achemine, dans des conditions de parfaite sécurité, vers une fonctionnalité des réacteurs située entre trente et quarante ans.

Néanmoins, le problème du renouvellement du parc actuel se pose déjà. Car, de même qu'il se caractérise par des investissements particulièrement lourds, l'une des spécificités majeures du nucléaire est de s'inscrire dans des perspectives de temps spécialement longues. On ne peut éluder les choix à faire, ni s'en tenir à des raisonnements de court terme. On raisonne trop aisément parfois de manière réductrice, simpliste, comme s'il n'avait qu'à dire pour faire. Dans le nucléaire, c'est impossible. la fin de la première décennie du prochain siècle, les réacteurs de Fessenheim et du Bugey, les plus âgés, devront pouvoir être remplacés. C'est aussi du maintien de nos compétences qu'il s'agit. Nous devons donc mettre ce temps à profit pour contribuer à la réflexion nécessaire et préparer l'avenir.

C'est aussi une excellente opportunité pour définir notre stratégie de développement sur les marchés étrangers, qu'il s'agisse de la Chine, du Japon ou de la Corée, par exemple. Nous devons aussi penser à la façon dont nous pouvons prendre pied sur un marché nord-américain qui connaît un regain d'intérêt pour notre industrie.

2 / L'AVENIR

A / Un contexte général de doutes

Dans le contexte de mondialisation que nous connaissons, le choix du nucléaire fait l'objet de contestations bien au-delà de nos frontières et dans des proportions parfois sans commune mesure avec celles qui se manifestent à l'intérieur de l'hexagone. Elles sont fondées sur des inquiétudes ou des angoisses qui ont ramené le nucléaire au rang des sujets anxiogènes.

Il n'est pas le seul. La pollution, le Sida, l'alimentation et les manipulations génétiques le devançant dans une enquête d'opinion parue à ce sujet dans *Le Journal du*

Dimanche, le 1^{er} août dernier. Les questions sont là et nous avons un devoir de réponse. Les conférences internationales de Rio et de Kyoto ont repris à leur compte le constat scientifique selon lequel l'effet de serre se développe autour de notre planète et contribue au réchauffement de celle-ci.

Les conséquences sur le long terme ne sont pas connues, mais on cite régulièrement l'élévation de la température moyenne: si l'évolution actuelle se poursuit, certaines hypothèses vont jusqu'à établir que la température moyenne à la surface de terre devrait augmenter de 2°C. De fait, le niveau des océans pourrait, selon les mêmes, s'élever de 50 cm. Les résultats pour l'humanité restent à préciser mais semblent devoir s'apparenter à des catastrophes. Les causes, elles, sont diverses et sont encore sujettes à discussions. Cependant, il y a unanimité pour dénoncer le rôle néfaste joué par le CO₂. Or, si les certitudes scientifiques sont presque établies, les conséquences politiques n'ont pas encore été tirées. Chaque Etat se comporte de manière égoïste et peu d'entre eux ont conscience que chacun doit apporter sa pierre à cet édifice collectif.

B / Ces doutes ne se dissoudront que dans la transparence

Il se trouve que l'énergie nucléaire apporte une partie de la réponse: contrairement au gaz, au fuel ou au charbon, le nucléaire n'émet pas d'oxyde de carbone et ne contribue donc pas à renforcer l'effet de serre. Lorsqu'on parle de notre devoir envers les générations futures, je pense que celles-ci jugeront sévèrement ceux qui se seront exclusivement battus contre le nucléaire : n'est-ce pas peut-être se tromper de bataille ?

Parmi les autres débats en cours, initiés pour partie à Kyoto, celui relatif aux rejets est des plus sensibles. Les premières approches avaient estimé souhaitable d'arriver, à l'horizon 2020, à un niveau de zéro rejet. Je le dis très clairement : zéro rejet égale zéro activité. En revanche, la question que se posent nos concitoyens, ce sur quoi ils attendent de nous un engagement ferme, est de savoir si nos activités ont un impact sur leur santé et sur leur environnement. En la matière, les dispositions de la Commission internationale de protection radiologique (CIPR) ont évolué vers un renforcement des exigences et des normes de radioprotection des personnes et de l'écosystème. Une directive européenne est aussi attendue l'an prochain. Elle précisera les limites d'exposition des travailleurs et du public.

L'Académie nationale de médecine, au mois de juin dernier, a voté à l'unanimité un avis intitulé « Énergie nucléaire et santé ». Ses conclusions sont de première importance et je regrette qu'elles n'aient pas reçu l'écho mérité. Ainsi, sont mis en perspective les risques liés à toutes les filières énergétiques : « Dans ce contexte, l'utilisation de l'énergie nucléaire apparaît bien comme un des modes de production de l'électricité les moins polluants et ayant le moins d'inconvénients pour la santé. » A ce sujet, il faut aussi souligner la contribution de la commission mandatée par les ministères de l'Environnement et de la Santé et présidée par Annie Sugier, directeur délégué à l'Office de protection des rayonnements ionisants (OPRI). Ses travaux sont remarquables à deux titres : ils ont tout d'abord mis en évidence que, contrairement à ce qui avait été avancé, on ne peut pas faire de lien entre les activités d'EDF et de Cogéma dans le Nord-Cotentin et le nombre de leucémies dans cette région. Ils ont aussi permis d'établir une méthodologie de mesure acceptée par tous les acteurs concernés, qu'il s'agisse des habitants mais aussi des opposants et des exploitants.

Sur cette base, je me suis personnellement engagée à ce que, sur notre site de La Hague, la référence de 30 _ sieverts soit fixée comme seuil maximal d'impact de notre production sur la santé et l'environnement. Les résultats seront publiés mensuellement et

tout dépassement nous conduira immédiatement à adapter l'outil afin de revenir en deçà du seuil retenu.

Le nucléaire n'a pas d'avenir s'il reste confiné à l'état de tabou et rien ne semble plus dangereux que de ne pas en parler. Or, il faut bien le reconnaître, la communication n'a pas été, ces dernières années, une de nos spécialités. De non-dits en silences, nous avons surtout laissé s'installer des doutes. Tchernobyl a été un événement traumatisant pour la planète car, en plus du choc des images, l'opinion a eu le sentiment qu'on ne lui avait pas tout dit. Ou qu'on ne lui avait pas dit la vérité, quand on ne l'avait pas maquillée. Le fait que la radioactivité ne se voie ni ne se sente renforce les appréhensions qu'elle suscite. C'est pourquoi il convient de faire un véritable effort d'explication mais également d'écoute afin de rationaliser sa perception.

J'ai souhaité que Cogéma apporte une contribution significative à ce dialogue, et sur le site de La Hague, le plus emblématique sans doute, le plus contesté aussi, des webcams ont été installées. Nous sommes tous des petits Saint Thomas et il est très important de voir les choses. Ces petites caméras reliées aux serveurs informatiques permettent aux internautes de visionner en direct, 24 heures sur 24, ce qui se passe dans les endroits stratégiques de l'usine, depuis les quais de déchargement du port de Cherbourg jusqu'aux piscines d'entreposage. Les visites sont aussi encouragées afin que chacun puisse se rendre compte et se faire sa propre opinion.

Ces dispositions n'ont pas pour prétention de renouer à elles seules les fils distendus. Elles sont un élément d'un ensemble dont les effets se mesureront avec le temps. À force de pédagogie nous pourrions peut être amener le débat sur un terrain serein. En permettant à chacun d'avoir accès à l'information, nous assumons notre devoir d'entreprise citoyenne, assurant une mission de service public mais rendant aussi des comptes à ceux qui estiment avoir le droit d'en recevoir. Je souhaite que cette démarche contribue à faire entrer le nucléaire dans l'ère du dialogue et qu'il puisse être, avec ses spécificités, considéré à la juste valeur de sa contribution au bien être de notre société. C'est pourquoi je vous dis ma foi dans l'avenir de cette industrie. « L'avenir sera ingrat à ceux qui l'auront différé », disait Jean Rostand. Je crois qu'en faisant le choix du nucléaire, nous le préparons bien.